

L'égal accès aux vacances, un objectif national au service de la citoyenneté

« L'égal accès de tous, tout au long de la vie, à la culture, à la pratique sportive, aux vacances et aux loisirs, constitue un objectif national. Il permet de garantir l'exercice effectif de la citoyenneté »

C'est avec ces mots que la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions a reconnu, dans son article 140, le rôle et l'importance des vacances au sein de notre société. L'accès effectif à une période de repos et de congés était alors porté au rang d'objectif car participant pleinement à l'exercice de la citoyenneté.

« S'échapper », au moins une fois par an, de son quotidien participe à la construction du bonheur. Ce n'est plus à démontrer. Toutefois, il est encore nécessaire de rappeler que ce « bonheur » est lui-même déterminant pour la cohésion sociale et l'égalité des individus au sein de notre société. C'est donc à l'État, aux pouvoirs publics et aux corps intermédiaires républicains d'y veiller. Depuis les années 1930 et l'après-guerre, des centaines d'opérateurs ont fait le choix d'une gestion associative, désintéressée, résolument tournée vers l'éducation populaire et la citoyenneté. Ils attendent aujourd'hui que le « contrat de confiance » historique passé avec l'État soit renouvelé.

Un sentiment de relégation sociale qui s'accroît

Dans un contexte d'expression de colère à l'égard des injustices et des inégalités sociales et d'interrogations quant au partage des richesses, il n'est pas rare d'entendre des Français dire qu'ils « n'ont plus les moyens de partir en vacances » et se privent de moments privilégiés en famille. Cet éloignement dans l'accès aux vacances et aux loisirs participe au sentiment de relégation sociale. Toutefois, cet éloignement n'est pas uniquement de l'ordre du ressenti. En effet, selon le baromètre 2018 du Secours Populaire, 41% des Français disent rencontrer des difficultés financières pour partir en vacances. C'est donc très concret et cela touche au quotidien.

Partir, ou non, en vacances est devenu un marqueur social fort, qui fracture la société en deux et conforte la sensation d'assignation à résidence d'une partie de plus en plus importante de la population. Or, que l'on soit enfant, jeune, sénior, en famille ou en situation de handicap, il est vital de pouvoir s'extraire de son quotidien et oublier ses tracas pendant quelques temps. Partir en vacances, notamment pour les enfants et les jeunes, c'est découvrir un ailleurs, se confronter à l'autre, s'amuser, construire sa propre identité, affirmer ses goûts et ses envies. Les vacances ont cette vertu, et c'est en cela qu'elles sont profondément utiles pour chacun, mais également pour la société dans son ensemble. Le politiste Jérôme Fourquet analysait à ce sujet, dans une récente note, que le « séparatisme social » à l'œuvre dans notre société s'expliquait en partie par la fin du service national et le déclin des colonies de vacances.

Une question, notamment, de pouvoir d'achat

Les différentes études estiment qu'environ un Français sur deux ne part pas régulièrement en vacances, dont trois millions d'enfants. Les freins sont divers et doivent être regardés avec précision et attention. La question du pouvoir d'achat est évidemment essentielle. Comme l'indique l'étude citée précédemment, ce sont 67% des foyers avec un revenu mensuel net inférieur à 1.200 euros qui rencontrent des difficultés financières pour partir ; 58% pour ceux avec un revenu situé entre 1.200 et 2.000 euros.

Néanmoins, les freins culturels et psychologiques existent également, et ils ne doivent pas être négligés. En effet, lorsqu'ils sont levés, ils participent au sentiment de dignité retrouvée, de mobilité. Partir en vacances devient alors une forme d'émancipation et démontre une capacité d'entreprendre. Dans le cadre familial, cela permet un temps de retrouvailles bénéfiques. Toutefois, un accompagnement social est nécessaire, à la fois pour apporter les informations et mobiliser les dispositifs existants. Ces freins peuvent également être levés grâce aux projets d'éducation populaire qui sont portés par de nombreuses associations pour allier, repos, culture, pratiques éducatives, animation, apprentissage et découverte.

Les vacances ne sont pas un temps d'oisiveté inutile. Par le repos des corps et des esprits, elles contribuent au fait de se sentir libre, en phase avec la société... « comme tout le monde ».

Les vacances comme vecteur de développement économique et territorial

Le tourisme représente environ 7% du Produit Intérieur Brut. C'est naturellement le fait des touristes internationaux qui viennent découvrir et profiter de notre pays, mais c'est également le résultat des vacances prises par les Français dans leur propre pays. Or, ce dernier point ne semble pas retenir l'attention des pouvoirs publics au même titre que l'attractivité internationale de la France. Si cette stratégie ne doit pas nécessairement être remise en cause, il ne faut pas oublier que ce sont les grandes décisions politiques relatives aux congés payés et aux chèques-vacances qui ont permis, d'une part, la démocratisation du départ en vacances, notamment pour les publics fragilisés par leurs conditions de vie ; et d'autre part, le développement d'infrastructures touristiques dans les territoires, notamment à la montagne, à la campagne et sur le littoral.

Les acteurs du Tourisme Social et Solidaire peuvent mesurer cet impact territorial, car près de 60% des établissements sont situés dans des communes de moins de 3.000 habitants. Un euro dépensé ou investi y est donc particulièrement important et les emplois y sont une richesse sur laquelle il convient de s'appuyer et de préserver. Or, cela ne pourra se faire sans le soutien explicite des pouvoirs publics pour aider à maintenir, développer et rénover des établissements répartis dans tout notre pays. Enfin, le développement d'un tourisme durable, respectueux des territoires et des terroirs doit constituer un axe prioritaire en maillant l'inclusion de tous les publics et un développement local responsable. Les circuits courts de distribution et d'approvisionnement, la maîtrise des flux et l'emploi local sont autant de leviers d'un tourisme qui doit d'abord bénéficier aux acteurs de terrain.

Un « objectif national » à réaffirmer et pour lequel des actes forts sont attendus

Le débat actuel est l'occasion pour le Gouvernement de réaffirmer le soutien historique de l'État en faveur du droit aux vacances pour toutes et tous. Ce droit aux vacances doit pouvoir s'exercer à tout âge et dans toutes les situations de la vie. Mais l'accent doit certainement être mis sur la jeunesse, car ne pas partir dans le temps de l'enfance réduit les chances de partir plus tard, en famille.

L'État doit jouer son rôle :

- en renouvelant et en maintenant son soutien aux acteurs qui œuvrent, au plus près du terrain pour rendre possible le départ en vacances du plus grand nombre et qui accompagnent les plus modestes ;
- en mobilisant les « prescripteurs » que sont notamment les collectivités territoriales, les représentants d'employeurs et les syndicats au travers des Comités Sociaux et Économiques et des Comités d'Entreprises ;
- en consolidant l'Agence Nationale pour le Chèque-Vacances, en soutenant son développement et en refusant le plafonnement et la taxation des Aides Sociales et Culturelles des Comités d'Entreprises ;
- en œuvrant à l'harmonisation des politiques des Caisses d'Allocations Familiales pour mettre l'accent sur un accompagnement social durable des familles les plus en difficulté ;
- en mettant en place un crédit d'impôt sur les frais de colonies de vacances pour les familles, sur le modèle de ce qui existe déjà pour dans le domaine des services à la personne par exemple ;
- en soutenant activement l'investissement en faveur d'un tourisme social et solidaire, respectueux et durable, qui propose des vacances de qualité accessibles à tous les publics.

Parce que les vacances sont indispensables à l'épanouissement personnel, à la mixité sociale, au bon équilibre de la société et qu'elles sont utiles pour le développement de nos territoires, il est urgent d'agir.

L'Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air est une association créée en 1920 et reconnue d'utilité publique depuis 1929. Tête de réseau du Tourisme Social et Solidaire, l'UNAT rassemble, représente et défend les principaux acteurs touristiques à but non lucratif, engagés en faveur du départ en vacances pour tous. En 2017, le Tourisme Social et Solidaire était composé de plus de 1500 établissements accueillant environ 6 millions de vacanciers pour 20 millions de nuitées. Il représentait 13.000 ETP pour un chiffre d'affaire global d'environ 1,2 milliard d'euros.